

09/

PRINTEMPS | 2021
TRIMESTRIEL



PB-PP
BELGIE(N) - BELGIQUE

Autre Terre

MAGAZINE

FOCUS
PARTENAIRE
CEDEL
au Pérou

PRODUCTION
DES DÉCHETS

Qui est
responsable?

AGENDA

Nourrir Liège
2021

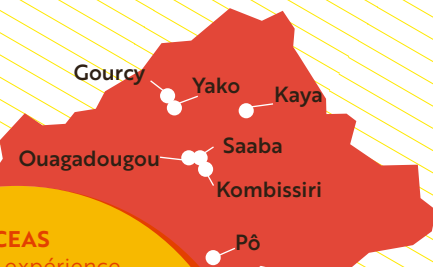


AUTRE TERRE
ET LA GESTION
DES DÉCHETS

3 partenaires, trois champs d'action

Burkina Faso

Le CEAS
Fort d'une expérience de 20 ans dans la gestion des déchets au Burkina Faso, le CEAS soutient 8 communes dans le développement de filières rentables et autonomes. Création d'emplois, infrastructures, sensibilisation, formations, innovation, le travail change fortement la salubrité des villes partenaires.



Pérou

Femmes Ecosolidaires
Les Femmes écosolidaires organisent la collecte de déchets recyclables dans la ville d'Arequipa. Le tri s'est petit-à-petit mécanisé avec la croissance et la professionnalisation de l'activité.

Arequipa

Sénégal

Caritas
Avec trois communes soutenues, Caritas permet à plus de 60.000 habitants d'avoir accès à un service de gestion des déchets de qualité. Le renforcement des autorités communales et le développement d'un système rentable sont les principaux acquis de ce projet.

Gandiaye
Kahone
Keur Madiabel

Coordination Benoit Naveau, Alan Watterman **Comité de rédaction** Cinzia Carta, Soumia Echiheb, Eva Fernández Tendero, David Gabriel, Benoit Naveau, Vincent Oury, Elise Vendy, Alan Watterman **Ont collaboré à ce numéro** Morgane Barthélemy **Photo de couverture** ©GroupeTerre **4^e de couverture** Autre Terre

Graphisme www.marmelade.be **Impression** Kliëmo S.A. Imprimé à 2 900 exemplaires sur papier issu de forêts gérées durablement (FSC).

Dans un souci d'équité de genre, Autre Terre Magazine s'efforce d'utiliser une écriture privilégiant les tournures génériques, un langage épicène et la féminisation des fonctions. Les supports visuels tendent à représenter paritairément les femmes et les hommes.

Autre Terre Magazine est une publication d'Autre Terre asbl. Des auteur-e-s d'horizons divers s'expriment sur des thèmes liés à l'économie sociale et solidaire. Les articles n'engagent que leurs auteur-e-s. Toute reproduction, même partielle, des textes et illustrations parus dans l'Autre Terre Magazine est encouragée, mais soumise à l'autorisation préalable de l'éditeur et/ou des ayants droit au copyright.

Rédaction 4^e Avenue 45 – 4040 Herstal – Belgique

T +32 (0) 4 240 68 48 F +32 (0) 4 240 68 42 info@autreterre.org www.autreterre.org www.facebook.com/AutreTerre

N° de compte IBAN – BE53 0962 2 418 9653

Les opinions qui sont exprimées par notre organisation ne représentent pas nécessairement celles de l'État belge et n'engagent pas celui-ci.

Cette publication est soutenue par



Belgique
partenaire du développement

RECEVOIR
Autre Terre
MAGAZINE
CONTACTEZ-NOUS
info@autreterre.org

édito

2/3

AUTRE TERRE | 69 | PRINTEMPS 2021

La gestion des déchets une responsabilité à partager

Entre les personnes qui consomment des produits suremballés, ne trient pas ou trop peu, l'État qui ne prend pas toujours des réglementations courageuses et contraignantes et les entreprises qui ne proposent que très rarement un cycle de vie «vert» à leurs produits de consommation, à qui la faute?



Les personnes attendent que l'État légifère, l'État ne veut fâcher personne ni freiner la sacro-sainte croissance tandis que l'entreprise veut maximiser ses gains.

À la croisée des chemins, de nombreuses ONG ou entreprises d'économie sociale appellent à revoir drastiquement le système et à proposer une troisième voie: économie «bleue», «circulaire», «upcycling», etc. Le déchet devient désormais une ressource... au risque de se voir accaparé par des multinationales par l'odeur des déchets alléchées.

Complexe la question des déchets ?

||| BENOIT NAVEAU |||

Terre et la valorisation des déchets: une expérience au long cours

D'hier ...

Le groupe Terre et la valorisation des déchets, c'est une longue histoire. Elle débute à la fin des années 1950 bien avant l'arrivée des grandes entreprises qui dominent aujourd'hui le secteur. Une poignée de bénévoles organise des « grands ramassages » de papiers, vêtements et métaux non-ferreux. Elle se poursuit fin des années 70 avec la mise en place d'entreprises destinées à trier et valoriser le textile, puis le papier en créant des emplois dignes et salariés dans une Belgique où le taux d'emploi est en chute libre.

... À aujourd'hui

D'années en années, ces entreprises se sont développées et offrent aujourd'hui du travail à plus de 400 personnes. Le développement de ces différents projets s'est également accompagné d'activités de sensibilisation visant à amener les citoyens à mesurer l'impact de leur consommation en termes de production de déchets et les encourager à privilégier l'économie circulaire.

Inspirations pour les partenariats d'Autre Terre

Au Burkina Faso, au Sénégal et au Pérou, les projets de gestion des déchets menés aujourd'hui s'inspirent directement de cette histoire. Avec notre aide, des recycleurs et des recycleuses se regroupent et professionnalisent leurs activités. En parallèle, les groupements créés sensibilisent les citoyens tout en encourageant les autorités communales à s'investir davantage dans le tri et la récupération des déchets. Une activité jusque-là réservée aux personnes marginalisées devient pourvoyeuse d'emploi, vecteur de solidarité avec un impact positif et concret sur l'environnement. ❧

❧ VINCENT OURY ❧



Zéro déchet: tout est-il dit ?

Le mouvement « zéro déchet » a séduit beaucoup de monde ces dernières années. De nombreux médias en font d'ailleurs l'apologie et proposent des astuces intéressantes pour qui voudrait diminuer le volume de ses poubelles.

C'est comme ça qu'en décembre 2018, Cécile et Marie, deux habitantes de Villers le Bouillet ont lancé un appel et créé le groupe #zerodechetvlb dans leur commune (aussi présent sur Facebook). Il s'envisage comme un espace (intergénérationnel et mixte) de réflexion et de partage d'expériences.

Tous les deux mois, Cécile et Marie proposent à la trentaine de membres des animations sous forme de tables de discussion, échanges d'idées, ateliers pratiques, conférences et moments conviviaux... zéro déchet!

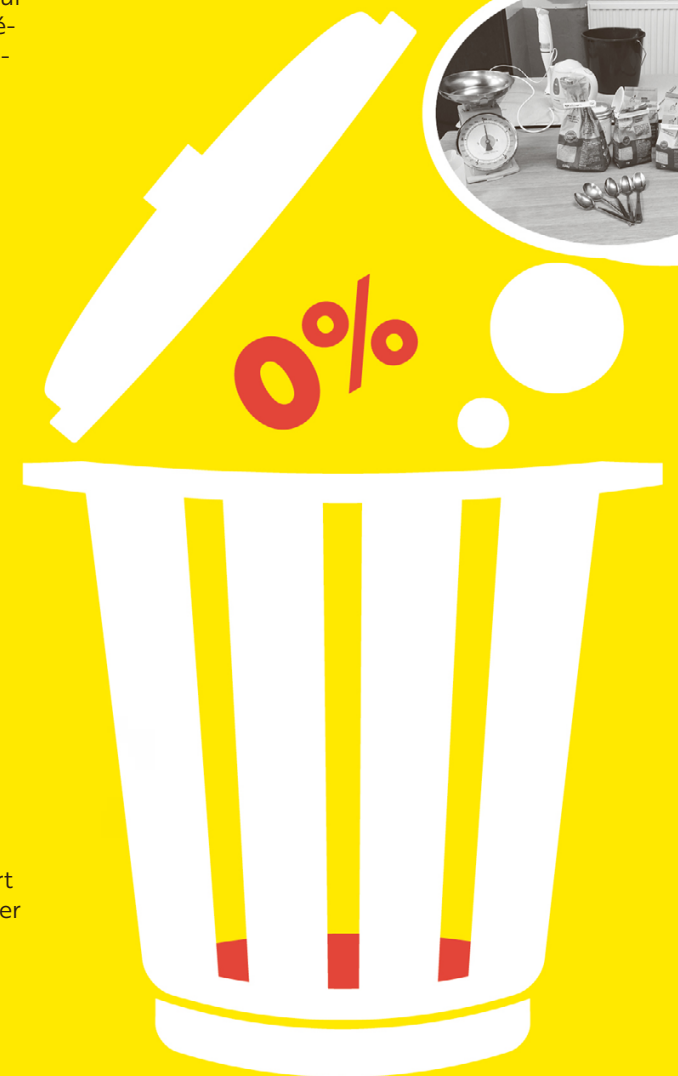
Mais ce projet et ce mouvement sont-ils juste un effet de mode ? Pas seulement. Car le chemin parcouru par les personnes qui s'y sont frottées montre qu'elles ont dû élaborer de multiples stratégies tenaces:

- ▶ se tourner vers d'autres types de magasin et proscrire les grandes surfaces riches en emballages.
- ▶ choisir des denrées alimentaires et non alimentaires sous d'autres formes: privilégier le vrac, les savons et shampoings durs...
- ▶ faire le choix du circuit-court au niveau de la provenance des aliments (éviter le gaspillage dû aux transports) voire du bio (pollution due aux intrants).
- ▶ produire elles-mêmes (avec parfois une facilité déconcertante) leur poudre à lessiver, leur dentifrice...

Et enfin, mettre tout en œuvre pour ne rien gaspiller en redoublant de créativité culinaire, en réutilisant les objets, les contenants, etc.

Le zéro déchet, finalement... ce n'est qu'un point de départ pour une transition bien plus importante invitant à changer fondamentalement notre rapport à la consommation. ❧

❧ CINZIA CARTA ET DAVID GABRIEL ❧



Les entreprises accro au plastique

«N'achète pas Coca-Cola, si tu ne nous aides pas à recycler». C'était le slogan d'une campagne belge de 2019 de la multinationale des sodas. Comme d'autres entreprises génératrices de déchets, Coca-Cola cherche ici à se dédouaner des 4000 bouteilles en plastique qu'elle fabrique chaque seconde. La pollution plastique, ça ne serait pas de leur faute mais bien celle des consommateurs qui jettent n'importe où leur déchet. Mmh, vraiment ?

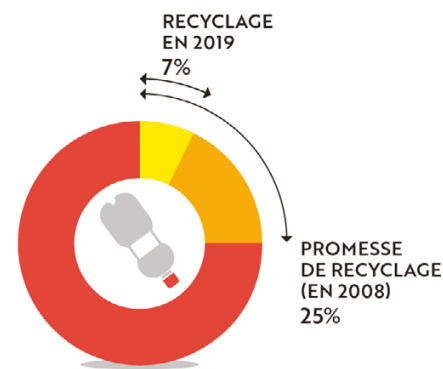
L'idée tient du génie. Dans les années 60, la consigne du verre perd peu à peu du terrain face au plastique. Celui-ci s'accumule dans la nature et les entreprises commencent à être pointées du doigt. Mais ces dernières ne veulent pas changer de modèle car ça leur permet de réduire leur coût. Elles ont alors réussi à inverser la logique et à culpabiliser le consommateur. Ça serait à lui de trier ses déchets.

Depuis, de nombreux lobbys ont été créés pour éviter des lois favorables à la responsabilisation des entreprises. Et de belles campagnes «vertes» se sont révélées être du beau greenwashing. Les multinationales de soda ne veulent pas d'un monde sans plastique; et se battent pour.

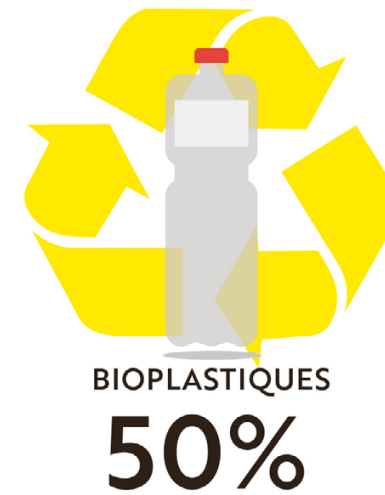
Le tri et le recyclage des déchets est bien entendu une des solutions. Il reste que le cœur du problème est de ne pas en créer (même en bioplastique, voir page de droite).

En effet, à l'heure actuelle, le recyclage touche seulement une petite partie du plastique créé. Malgré de belles promesses, Coca-Cola ne recycle que 7% de son plastique au niveau mondial. C'est loin de des 25% promis en 2008 et de la volonté d'atteindre 30% en 2030. De plus, le plastique se dégrade en micro-plastique, qui se retrouve alors partout dans la nature. Une étude envisage ainsi qu'il y aurait plus de plastique que de poissons dans les océans d'ici 2050¹.

L'enjeu est d'abord de créer moins de plastique. A côté des consommateurs, les entreprises doivent (re)prendre la responsabilité des déchets qu'elles génèrent..



Malgré de belles promesses, on est loin des 25% de plastique recyclé.



En 2017, moins de la moitié des bioplastiques étaient biodégradables et biosourcés.

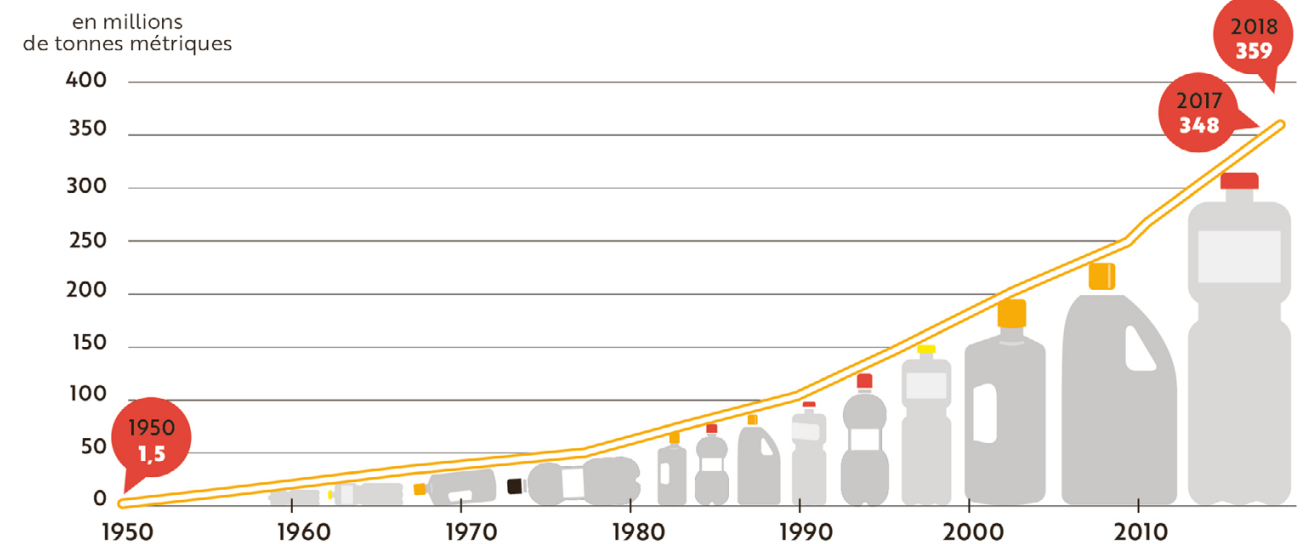
Les bioplastiques, un emballage plus vert ?

Quand on parle de bioplastiques, il faut distinguer les biodégradables (en condition industriel uniquement, pas dans son compost) et les biosourcés (fabriqués avec au moins 50% de matières végétales).

S'il existe une distinction, c'est parce que le biodégradable n'est pas nécessairement biosourcé car il peut être fabriqué avec des ressources fossiles tandis que le biosourcé n'est pas forcément biodégradable. Au final, moins de la moitié des bioplastiques produits en 2017 remplissaient les deux qualités. Les bioplastiques ne constituent donc pas une alternative durable et représentent en plus un risque pour notre souveraineté alimentaire.

ALAN WATTERMAN ET ELISA FANTINEL

70 ans d'industrie plastique – production mondiale entre 1950 et 2018



Source: PlasticsEurope

¹ (http://www3.weforum.org/docs/WEF_The_New_Plastics_Economy.pdf).



En savoir plus – Documentaire «Cash Investigation» en intégralité sur Youtube

Des lois initiatrices de nouveaux comportements vertueux

Chaque État joue un rôle central dans l'organisation de la filière de gestion des déchets. Par son pouvoir législatif, il peut modifier fondamentalement les habitudes de gestion des déchets de la population et des entreprises. Ce rôle demande cependant de poser des actes courageux et souvent impopulaires.



En 2020
le Sénégal
a **interdit**
l'utilisation
de cinq catégories
de plastiques
à usage unique.

Au Sénégal et de manière générale, en Afrique de l'Ouest, seulement 11% des déchets terminent en décharge contrôlée et 8% sont valorisés.

Sachant que la production de déchets en Afrique subsaharienne va au minimum quadrupler d'ici à 2050, le gouvernement sénégalais a décidé de prendre en main le problème. Depuis une dizaine d'années déjà, des efforts sont faits pour la collecte des ordures, à la fois par les autorités publiques et des acteurs privés. C'est ainsi qu'en 2011 le gouvernement créait l'Unité de Coordination et de Gestion des déchets solides (UCG) qui coordonne notamment le programme « Sénégal zéro déchet ».

Des programmes mais peu de moyen

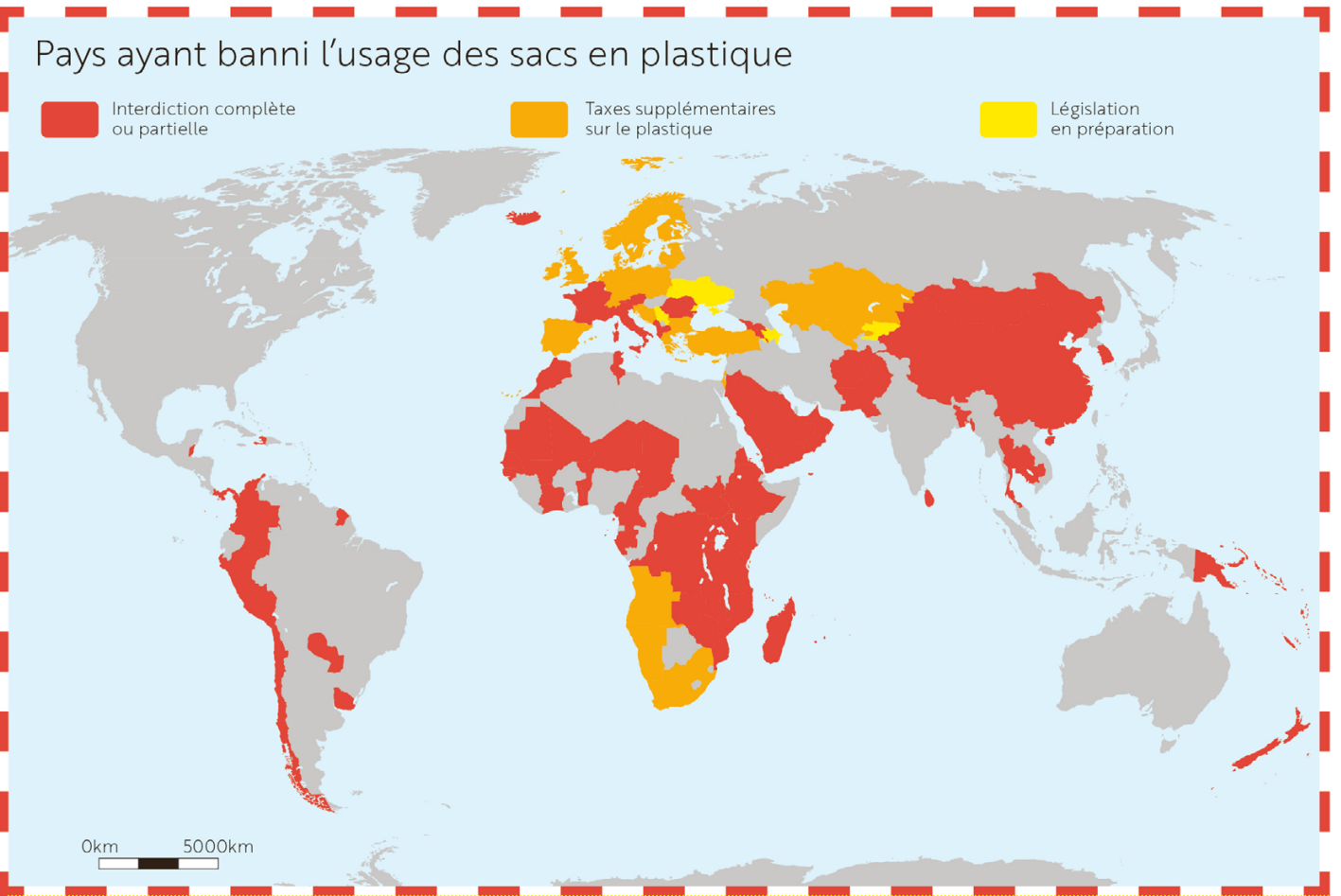
Cependant, la gestion des déchets solides n'est pas une affaire aisée, elle est régie par plusieurs lois, et surtout, implique de nombreux acteurs. Pour le moment, l'approche

de l'UCG n'a pu se concentrer que sur quelques grandes villes du Sénégal en laissant de côté les communes de taille moyenne et les zones rurales.

Le manque de moyens est une fragilité de ce type de programme qui s'axe principalement sur la mise en place d'infrastructures. Les fonds pour le fonctionnement sont fréquemment manquants et conduisent à l'abandon de nombreux projets à peine entamés. La coopération au développement, en multipliant les initiatives isolées, contribue également à la désorganisation de la filière.

Des avancées législatives face au plastique

En 2020, le gouvernement sénégalais décidait de s'attaquer au problème de la pollution plastique, en interdisant l'utilisation de cinq catégories plastiques à usage unique et en posant les bases pour leur gestion raisonnée.



Les pays africains ont pris une avance notable concernant les législations d'interdiction du plastique. Malheureusement, celles-ci sont loin d'être systématiquement appliquées.

Bien qu'encore partiellement appliquée, les plastiques tendent petit-à-petit à disparaître des marchés et des places publiques. Une victoire qui n'aurait pu avoir lieu sans une stratégie de contrôle réellement appliquée.

Un essai sur tout le continent

Le Sénégal n'est qu'un exemple parmi tant d'autres. Selon Greenpeace¹, 34 États africains (sur 54) ont déjà interdit l'usage des sacs plastiques sur leur territoire (bien en avance par rapports à d'autres continents). Bien que très différemment appliquées, ces restrictions montrent l'importance de décisions ambitieuses permettant des changements de comportement. Car ces lois ne sont que des étapes vers une nouvelle perception des déchets par l'ensemble des citoyens et des citoyennes. C'est ainsi que nombreux sont les

pays à encourager également les mobilisations de quartier (Set Setal au Sénégal, Umuganda au Rwanda,) qui visent à une prise en charge communautaire des déchets et un plus strict contrôle social.

Changer nos habitudes dès maintenant

Nous n'aimons généralement pas que l'Etat nous impose des contraintes. Pourtant, ce qui est vu comme une contrainte dans un premier temps devient rapidement une habitude auquel on ne voudrait plus renoncer. Qui se souvient de ces wagons-fumeurs irrespirables ? Gageons que dans 10 ans, utiliser du plastique sera devenu aussi incongru que de s'allumer une cigarette dans un train. ❧

¹ <https://www.greenpeace.org/africa/fr/les-blogs/11344/34-interdictions-des-plastiques-en-afrique-un-etat-des-lieux/>

Rebondir par l'innovation: la résilience du réseau des femmes de Jauja

Le lait, denrée périssable, nécessite qu'on puisse le transformer rapidement afin de le garder et de le valoriser au mieux.



Les aléas d'un projet

Les productrices de Huancayo n'ont pas eu la vie facile en 2020. En effet, alors que pour leurs collectes de lait, elles étaient accompagnées depuis des années par le même chauffeur, celui-ci les a quittés sans préavis pour la concurrence, emmenant avec lui une série d'associées. Deux de leurs gros clients ont également refusé de payer les sommes dues pour le lait fourni. Enfin, l'état d'urgence déclaré au Pérou suite à la crise sanitaire, a entraîné la fermeture de leur laiterie de la mi-mars jusqu'à la fin septembre.

Le fromage plutôt que le lait

Autant dire que la situation en ce début d'année est critique pour le réseau et ses membres. La crise sanitaire aura mis en évidence ceci: le lait, denrée périssable, nécessite qu'on puisse le transformer rapidement afin de le garder et de le valoriser au mieux. C'est le levier sur lequel les productrices de Jauja comptent agir pour pouvoir sortir leur activité de l'ornière. En effet, depuis qu'elles ont pu rouvrir leur laiterie,

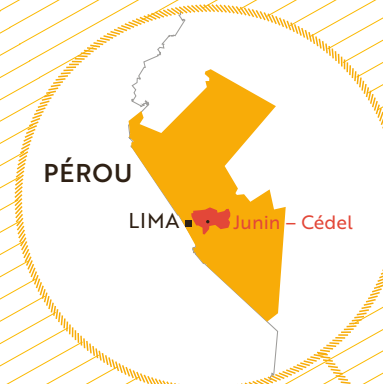
elles remarquent un véritable essor dans la consommation de fromages affinés. Cette activité permet une meilleure planification et est plus rémunératrice que la vente de lait. De plus, elle fait l'objet d'une forte demande car leur carnet de commande ne désemplit plus.

S'en sortir par l'innovation

La crise de 2020 a poussé les productrices à donner des réponses intéressantes aux nombreux défis auxquels elles ont eu à faire face. Elles veulent désormais aller de l'avant et innover (entre autres en se formant et en s'organisant davantage) afin de proposer de nouveaux produits à forte valeur ajoutée.

Cette adaptabilité, c'est une des forces de la démocratie participative prônée par Autre Terre et ses partenaires. Être ensemble face à l'adversité et se sentir partie prenante d'un projet créent des bases solides... même en cas de coup dur! ❖

❖ DAVID GABRIEL ❖



L'action d'Autre Terre

- Appui à la commercialisation
- Mise en réseau entre associations laitière
- Création d'entreprises sociales

600 000
litres de lait
produits par an

Entreprenariat
100%
féminin

120
travailleuses
bénéficiant
d'un revenu
digne



Impact covid: usine
arrêtée de mi-mars
à fin septembre.
Perte de la moitié du
chiffre d'affaire
en 2020

15 litres de
yaourt
et **40** kg de
fromage
produits
chaque jour



Soutenez-les
www.autreterre.org



Justice Fiscale

Au fur et à mesure de l'avènement de la mondialisation depuis les années 80, les inégalités se creusent et se renforcent. Malgré les politiques mises en place, l'injustice fiscale s'accroît de jour en jour. C'est pourquoi Autre Terre est entrée en campagne avec le CNCD et le Réseau Justice Fiscale !

Les politiques fiscales actuelles profitent d'abord aux hauts revenus et multinationales, remettant ainsi en cause la juste redistribution des richesses. Bon nombre de multinationales ne payent presque plus d'impôts, et ce en toute légalité, mettant à mal nos services publics.

Un gigantesque manque à gagner



Plus de 600 milliards de \$ s'échappent chaque année des caisses de l'État (FMI). 200 milliards rien que pour les pays en voie de développement. C'est plus que les 150 milliards d'aide au développement.

Cependant, des solutions existent !

Les activités économiques doivent créer de l'emploi et non enrichir les actionnaires. Les pays de l'OCDE discutent actuellement de ces mesures. Depuis deux ans, des actions ont lieu en Belgique pour leur mettre la pression: le Tax Justice Day, où 500 portraits de citoyen-ne-s demandant plus de Justice Fiscale ont été affichés sur l'esplanade de la Tour des Finances à Bruxelles; une projection géante sur des bâtiments emblématique partout en Wallonie et à Bruxelles; des visites de Saint Nicolas aux multinationales pour reprendre les cadeaux fiscaux; etc.

|| MORGANE BARTHÉLEMY ET ALAN WATTEMAN ||

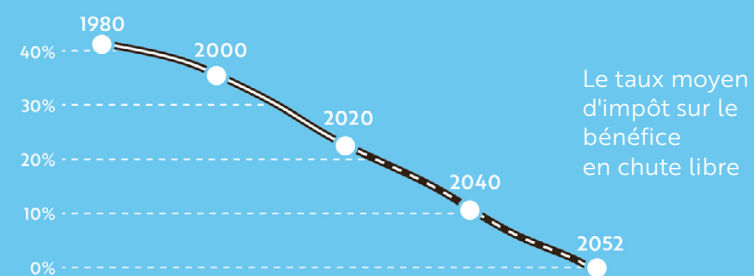


En savoir plus : www.cncd.be

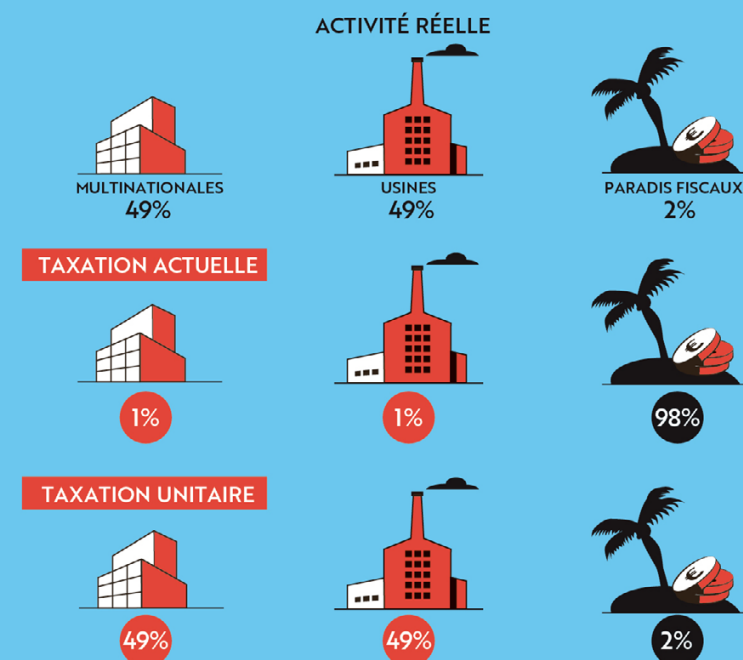
LES SOLUTIONS

Instaurer un taux minimum d'imposition à l'échelle internationale.

Le taux moyen d'imposition sur le bénéfice des sociétés est passé de 45% en 1980 à moins de 25% aujourd'hui...



La **taxation unitaire** consiste à taxer les multinationales en fonction des profits de l'ensemble du groupe pour éviter que chaque entité puisse déclarer artificiellement ses profits dans des paradis fiscaux.



À la rencontre de nouveaux partenaires

Autre Terre interviendra bientôt dans un nouveau pays partenaire. Avec les trois indices ci-dessous, tentez de le deviner. Transmettez-nous vos réponses à l'adresse presse@autreterre.org. Nous dévoilerons la réponse sur notre page Facebook le mercredi 31 mars. Suivez-nous !

Indice 1. Recette

Notre collègue Eva a testé la recette des Crêpes Farcies du Royaume d'Abomay pour vous donner un indice !

Liste des ingrédients

- 200 g de farine T 65
- 2 œufs
- 30 à 35 cl de lait entier
- 2 cs de huile
- 2 gros avocats
- 1 boîte moyenne de maïs
- 1 pincée de fleur de sel
- le jus d'un citron
- 1 pincée de piment d'espelette

- Versez la farine dans un bol mélangeur. Ajoutez les œufs, la fleur de sel, l'huile et le lait progressivement. Battez jusqu'à l'obtention d'une pâte lisse. Couvrez et laissez reposer la pâte au moins 1 h.
- Mixez les avocats, le maïs avec le jus de citron, un peu de fleur de sel et le piment. Réservez
- Faites cuire les crêpes dans une ou deux grandes poêles pour aller plus vite.
- Déposez-les dans les assiettes bien chaudes, garnissez d'avocat au maïs.

A votre avis, d'où vient cette crêpe ?

Partagez-nous les photos de vos recettes sur les réseaux sociaux avec le hashtag [#recetteautreterre](https://twitter.com/recetteautreterre)

Indice 2 . Groupe Mystère

Une découverte musicale ! Pour vous aider à trouver le nom du groupe voici un indice Femme Africaine

Indice 3. Proverbe

Et voici un proverbe pour terminer les indices !

1 - Recette



2 - Groupe mystère



3 - Proverbe

Nous sommes égaux.
Le jour et la nuit
sont de même longueur.

Zan kpodo keze kpan
zenzen we ye de.



Anniversaire Minka

Ce 6 février, Autre Terre fêtait la première année d'existence du Réseau « Minka International » dont elle est membre.

Le Réseau Minka c'est l'association de neuf organisations issues de sept pays différents provenant de trois continents: l'Afrique, l'Amérique et l'Europe. Toutes partagent une vision commune, celle de contribuer au développement de l'agriculture familiale durable dans le monde. Minka réunit ainsi les connaissances et les expertises de son réseau dans le but de promouvoir les actions de l'agriculture familiale durable.

<https://minka-international.org>

Un nouveau magasin Planète-R à Fléron Après le succès du magasin Planète-R du Boulevard Pointcaré à Liège, son petit frère va bientôt voir le jour à Fléron.

Planète-R, c'est l'histoire d'un partenariat entre Autre Terre, Terre et Fleur Service-Social pour vous offrir sur une grande surface un large panel de produits de secondes mains de qualité à petit prix.

Suivez-nous sur les réseaux sociaux pour être tenus au courant de la date d'ouverture!
www.groupeterre.org/blog

Opération œufs de Pâques 2021

Comme chaque année, nous vous proposons une Pâques solidaire grâce à notre opération « Œufs de Pâques ».

Nos œufs au chocolat bio et équitable raviront vos papilles au doux prix de 5€ le sachet (20€ pour 5 sachets).

Commandez-les sans tarder à l'adresse suivante:
franca.alaimo@autreterre.org
Vous pouvez également nous soutenir en organisant votre propre vente dans votre école ou vos réseaux. Merci déjà!



Agenda

Nourrir Liège 2021

Annulé en 2020, Nourrir Liège aura bien lieu du 6 au 16 mai 2021!

Ateliers, rencontres, débats, balades, etc.: le programme du festival sera encore riche cette année et sera consacré à l'accessibilité à une alimentation durable.

Tout sera organisé pour que le public puisse s'y rendre malgré le coronavirus.



La programmation complète sera disponible sur <https://nourrirliège.be>



Balade à vélo à la rencontre des initiatives durables

C'est devenu une tradition: Autre Terre vous fait enfourcher vos vélos pour aller à la rencontre de personnes qui se mobilisent pour une transition alimentaire.



Journée du 8 ou du 9 mai. Parcours d'une vingtaine de kilomètre. Tenez-vous informé-e sur www.autreterre.org



Chantiers Participatifs des Brigades d'Actions Paysannes

Allons soutenir nos paysan-nes directement dans les champs!



Durant les weekends du festival (8, 9, 15 et/ou 16 mai). Tenez-vous informé-e sur <https://brigadesactions paysannes.be>



Projection Plein-Air

« Sur le Champ » & dialogue entre deux maraichers burkinabè et liégeois.

Si vous n'avez pas encore vu notre film sur l'agroécologie, c'est l'occasion! Et si vous l'avez déjà vu, venez quand même écouter Fulgence et François parler de leur quotidien et des similitudes qu'on peut retrouver entre le vécu d'un maraicher burkinabè et d'un maraicher liégeois.



Mardi 11 mai, 20h30 - 23h. Liège. Un film de SOS Faim, Iles de Paix et Autre Terre. Tenez-vous informé-e sur www.autreterre.org



Journée internationale des luttes paysannes

Chaque année le 17 avril, le Réseau de Soutien à l'Agriculture Paysanne organise un événement pour la journée internationale des luttes paysannes. Autre Terre y sera pour promouvoir la souveraineté alimentaire. Bloquez déjà la date!



Plus d'information sur <http://www.luttеспaysannes.be/>

DEVENIR BÉNÉVOLE

L'implication de nombreux volontaires est indispensable pour réussir les divers événements organisés par Autre Terre.

+32 4 240 68 46

Autre Terre

ONG du groupe Terre

Autre Terre Magazine
est une publication destinée
à promouvoir l'économie
sociale et solidaire
à travers des initiatives ainsi que
des réflexions du Nord
et du Sud.

Abonnement
gratuit sur simple
demande

Autre Terre,
4^e avenue, 45
4040 Herstal – Belgique
T +32 (0)4 240 68 48
E info@autreterre.org



Retrouvez-nous sur



www.autreterre.org